

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 januari 1999,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 13 van het besluit van 26 juli 1990 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels betreffende de vorm en de inhoud van de begrotingen en betreffende de boekhouding van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française, keurt de Regering van de Franse Gemeenschap de beslissing van 17 maart 1997 van de raad van bestuur van de RTBF goed, waarbij de meerwaarde voortvloeiend uit de herwaardering van het audiovisueel archief van de RTBF voor de resultatenrekening van het dienstjaar 1996 bestemd wordt.

Art. 2. Die afwijking van de toepassing van de gebruikelijke regels van het boekhoudingsrecht wordt slechts uitzonderlijk toegelaten om de meest juiste voorstelling van het patrimonium van de RTBF aan te bieden. Die uitzondering mag niet uitgebreid worden tot dagelijkse en gewone toestanden die op dezelfde of gelijke wijze voorkomen in talrijke bedrijven.

Brussel, 26 januari 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 1999 — 3686

[99/29664]

1^{er} MARS 1999. — Arrêté précisant la mission, les moyens d'action et le statut des commissaires aux comptes auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, notamment l'article 32, § 2;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 24 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « le décret » le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF);

2^o « l'entreprise » : la Radio-Télévision belge de la Communauté française », en abrégé RTBF.

CHAPITRE II. — Mission

Art. 2. Le collège des commissaires aux comptes est chargé du contrôle de la situation financière des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels au regard d'une part, des articles 10, § 4, 22 à 27 et 32 du décret et d'autre part, du contrat de gestion conclu entre la Communauté et l'entreprise conformément aux articles 8 et 9 du décret précité.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 17, § 1^{er} du décret, l'administrateur général établit les comptes annuels de l'entreprise et les communique au collège des commissaires aux comptes pour le 15 avril au plus tard.

§ 2. Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels est adressé au conseil d'administration pour le 15 mai.

Ce rapport écrit et circonstancié indique spécialement :

1^o comment les commissaires aux comptes ont effectué leurs contrôles et s'ils ont obtenu des administrateurs et préposés de l'entreprise les explications et informations qu'ils ont demandées;

2^o si la comptabilité est tenue et si les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables;

3^o si, à leur avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entreprise compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent et si les justifications données dans l'annexe sont adéquates;

4^o si le rapport de gestion comprend les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels;

5^o si l'affectation des bénéfices est conforme aux dispositions légales et réglementaires applicables et au présent titre;

6^o s'ils n'ont point eu connaissance d'opérations conclues ou de décisions prises en violation des dispositions légales et réglementaires applicables. Toutefois, cette mention peut être omise lorsque la révélation de l'infraction est susceptible de causer à l'Entreprise un préjudice injustifié, notamment parce que le conseil d'administration a pris des mesures appropriées pour corriger la situation d'illégalité ainsi créée.

Dans leur rapport, les commissaires indiqueront et justifieront avec précision et clarté les réserves et objections qu'ils estiment devoir formuler. Sinon, ils mentionneront expressément qu'ils n'en ont aucune à formuler.

§ 3. L'approbation des comptes annuels par le conseil d'administration pour le 31 mai, conformément à l'article 10, § 4 du décret, emporte décharge des commissaires aux comptes.

A cette fin, après l'approbation des comptes annuels, le conseil d'administration se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de l'entreprise et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Art. 4. Le collège peut, soit d'initiative, soit à la demande du conseil d'administration de la RTBF ou du Gouvernement, effectuer des contrôles d'évaluation financière des missions fixées à l'entreprise dans le contrat de gestion, en ce compris son article 59, en fonction des moyens financiers mis à disposition de l'entreprise.

CHAPITRE III. — *Moyens d'action*

Art. 5. L'entreprise facilite la tâche matérielle et technique du collège, le cas échéant en lui fournissant l'information nécessaire pour l'exécution de ses missions.

Art. 6. Le collège des commissaires aux comptes adresse aux commissaires du gouvernement toutes les informations relatives à l'exercice des missions de ces derniers.

CHAPITRE IV. — *Statut*

Art. 7. Le mandat de commissaires aux comptes est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1° membre du Parlement européen;
- 2° membre des Chambres législatives;
- 3° ministre ou secrétaire d'Etat;
- 4° membre du conseil ou de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région;
- 5° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;
- 6° administrateur, agent ou préposé de l'entreprise;
- 7° réviseur chargé du contrôle des comptes d'une autre entreprise du secteur radiophonique, audiovisuel et multimédia.

Art. 8. Les commissaires aux comptes ne peuvent ni participer à la direction ou la gestion de l'entreprise, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Art. 9. Les commissaires aux comptes sont soumis à un devoir de discrétion quant aux faits dont ils ont connaissance en raison de leur fonction.

CHAPITRE V. — *Autres dispositions*

Art. 10. Les commissaires aux comptes désignent parmi eux le membre de la Cour des comptes qui exercera la fonction de président du collège.

Le président coordonne les travaux de contrôle et tient la correspondance du collège.

Art. 11. Pour arrêter la rémunération des commissaires aux comptes, le Gouvernement prend l'avis du collège sur les frais à exposer pour la réalisation concrète de ses missions.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa signature.

Art. 13. La Ministre-Présidente en charge de l'audiovisuel est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Audiovisuel,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 1999 — 3686

[99/29664]

1 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarin de opdracht, de actiemiddelen en het statuut van de commissarissen der rekeningen bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » nader bepaald worden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-télévision belge de la Communauté française », inzonderheid op artikel 32, § 2;

Gelet op het advies van de inspectrice van Financiën, gegeven op 24 juni 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 1998;

Gelet op de beraadslaging van 30 juni 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet uitgebracht worden;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 14 oktober 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de Audiovisuele sector behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « het decreet » : het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »;

2° « de onderneming » : de « Radio-télévision belge de la Communauté française », afgekort RTBF.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting*

Art. 2. Het college van de commissarissen der rekeningen is belast met de controle op de financiële toestand van de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen die moet vastgesteld worden in de jaarrekeningen t.o.v., enerzijds, de artikelen 10, § 4, 22 tot 27 en 32 van het decreet en, anderzijds, het beheerscontract gesloten tussen de Gemeenschap en de onderneming overeenkomstig de artikelen 8 en 9 van voormeld decreet.

Art. 3. § 1. In toepassing van artikel 17, § 1 van het decreet stelt de administrateur-generaal de jaarrekeningen van de onderneming op en deelt ze uiterlijk 15 april mede aan het college van de commissarissen der rekeningen.

§ 2. Het verslag van de commissarissen der rekeningen over de jaarrekeningen wordt naar de raad van bestuur tegen 15 mei gestuurd.

Dit schriftelijk en omstandig verslag stipt in 't bijzonder aan :

1° hoe de commissarissen der rekeningen hun controles hebben uitgevoerd en of zij vanwege de administrateurs en aangestelden van de onderneming de gevraagde uitleg en inlichtingen hebben bekomen;

2° of de comptabiliteit bijgehouden is en of de jaarrekeningen opgemaakt zijn overeenkomstig de wets- en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn;

3° of, naar hun mening, de jaarrekeningen een betrouwbaar beeld geven van het patrimonium, de financiële toestand en de resultaten van de onderneming, rekening gehouden met de wets- en reglementaire bepalingen waarbij zij geregeld worden en of de in bijlage bezorgde verantwoordingen ermee overeenstemmen;

4° of het beheersverslag de door de wet vereiste informatie bevat en of het met de jaarrekeningen overeenstemt;

5° of de bestemming van de winsten overeenstemt met de wets- en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn en met deze titel;

6° of zij geen weten hebben gehad van overeengekomen operaties of van beslissingen genomen in schending van de wets- en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn. Deze vermelding kan evenwel weggelaten worden indien de bekendmaking van de overtreding een onverantwoord nadeel aan de Onderneming zou kunnen berokkenen, inzonderheid omdat de Raad van bestuur gepaste maatregelen heeft getroffen om de aldus veroorzaakte onwettelijke toestand te verhelpen.

In hun verslag vermelden en verantwoorden de commissarissen nauwkeurig en duidelijk voorbehoud en bezwaren die zij denken te moeten verwoorden. Zoniet, melden zij uitdrukkelijk dat zij er geen hebben.

§ 3. De goedkeuring van de jaarrekeningen door de raad van bestuur tegen 31 mei, overeenkomstig artikel 10, § 4 van het decreet, heeft ontlasting van de commissaris der rekeningen ten gevolg.

Daartoe, na goedkeuring van de jaarrekeningen, spreekt de raad van bestuur zich bij een bijzondere stemming uit over de ontlasting van de administrateurs en de commissarissen. Die ontlasting is enkel geldig indien er in de jaarrekeningen noch weglatingen, noch verkeerde inlichtingen staan waardoor de werkelijke toestand van de onderneming wordt verzwegen en, wat de akten betreft die buiten de statuten gepleegd werden, enkel indien zij speciaal in de bijeenroeping vermeld zijn.

Art. 4. Het college mag ofwel op eigen initiatief, ofwel op het verzoek van de raad van bestuur van de « RTBF » of van de Regering, controles uitvoeren over de financiële evaluatie van de opdrachten die aan de onderneming in het beheerscontract zijn opgelegd, met inbegrip van zijn artikel 59, gelet op de geldelijke middelen die ter beschikking van de onderneming zijn gesteld.

HOOFDSTUK III. — *Actiemiddelen*

Art. 5. de onderneming vergemakkelijkt de materiële en technische taak van het college, desgevallend door hem de nodige informatie te bezorgen voor de uitvoering van zijn opdrachten.

Art. 6. Het college van de commissarissen der rekeningen bezorgt van de commissaris der rekeningen alle informatie over de uitvoering van de opdrachten van laatstgenoemden.

HOOFDSTUK IV. — *Statuut*

Art. 7. Het mandaat van de commissaris der rekeningen is onverenigbaar met het mandaat of het ambt van :

1° Europees Parlementslid;

2° lid van de wetgevende Kamers;

3° Minister of Staatssecretaris;

4° lid van de Raad of van de Executieve van een Gemeenschap of Gewest;

5° gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

6° administrateur, ambtenaar of aangestelde van de onderneming;

7° revisor belast met de controle van de rekeningen van een andere onderneming van de radio-, audiovisuele sector en multimedia.

Art. 8. De commissarissen der rekeningen mogen noch deelnemen aan de directie of aan het beheer van de onderneming, noch bevelen geven tot verhindering of schorsing van de verrichtingen.

Art. 9. De commissarissen der rekeningen zijn gehouden tot een zwijgplicht wat de feiten betreft waarvan zij kennis hebben omwille van hun ambt.

HOOFDSTUK V. — *Andere bepalingen*

Art. 10. De commissarissen der rekeningen stellen in hun midden het lid van het Rekenhof aan dat het ambt van voorzitter van het college zal waarnemen.

De voorzitter zorgt voor de coördinatie van de controleactiviteiten en houdt de briefwisseling van het college bij.

Art. 11. Om de bezoldiging van de commissarissen der rekeningen vast te stellen, verzoekt de Regering om het advies van het college over de uit te geven kosten voor de concrete uitvoering van haar opdrachten.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 13. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter, belast met de Audiovisuele sector,
Mevr. L. ONKELINX



F. 1999 — 3687

[99/29475]

30 AVRIL 1999. — Arrêté portant approbation de l'avenant aux articles 1^{er}, 49 et 51 du contrat de gestion de la Radio Télévision belge de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F.,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la R.T.B.F.;

Vu la décision du conseil d'administration de la R.T.B.F. du 15 mars 1999;

Sur proposition de la Ministre-présidente ayant en charge l'audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. L'avenant aux articles 1^{er}, 49 et 51 du contrat de gestion de la R.T.B.F. du 14 octobre 1997, tel que annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 30 avril 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX



Contrat de gestion de la R.T.B.F. — Avenant

Entre

La Communauté française de Belgique représentée à la signature par la Ministre-Présidente de son Gouvernement en charge de l'audiovisuel, Mme L. Onkelinx, sur délégation et en exécution de la délégation du Gouvernement du 19 avril 1999,

Et

La Radio Télévision belge de la Communauté française, en abrégé R.T.B.F., entreprise publique autonome à caractère culturel, boulevard Auguste Reyers 52, à B-1044 Bruxelles, représentée conformément aux articles 10 et 17 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., et à la délibération du Conseil d'administration du 15 mars 1999, par M. E. Descampe, Président, et M. Ch. Druite, administrateur général,

Il est convenu :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) en radio : - une chaîne originale généraliste, deux chaînes originales généralistes proposant des programmes destinés spécifiquement à la région bruxelloise et la région wallonne, deux chaînes thématiques, ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier 1999, une chaîne internationale en ondes courtes, sauf décrochages ou collaborations permettant de répondre de manière équivalente aux demandes du public ».

Art. 2. L'article 49 est complété par un paragraphe 3 nouveau rédigé comme suit :

« § 3. La subvention reçue par l'Entreprise à partir de 1999 ne pourra en aucun cas être inférieure à un montant de FB 6 374 500 000 indexé en application de l'article 51, § 1^{er bis} ».

Art. 3. L'article 51 est complété d'un nouveau § 1^{er bis}, rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. Le montant de la subvention fixé à l'article 49, § 3, est adaptée annuellement, et pour la première fois en 2000, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Lors de l'élaboration du budget de la Communauté, une provision pour indexation de la subvention est constituée en fonction de l'évolution estimée et liquidée selon les mêmes modalités que la subvention de base. Il sera fait usage des paramètres utilisés pour l'élaboration du budget de la Communauté.

Une régularisation est effectuée une fois connue la variation effective de l'indice-santé ».

Art. 4. A l'article 51, § 7, premier alinéa, les mots « ou à l'article 49, § 3, » sont insérés entre les mots « La subvention visée à l'article 49, § 2 » et les mots « est versée ».

Fait à Bruxelles, le 30 avril 1999, en deux exemplaires, un pour chaque partie.

Pour la Communauté française de Belgique :

Mme L. ONKELINX,
Ministre-Présidente.

Pour la R.T.B.F. :

E. DESCAMPE,
Président.

Ch. DRUITTE,
Administrateur général.